



Budapestre vonatkozó újságcikkek

Szerző:

Cím: *Parcellement*

Forrás:

Gazette de Lausanne

Lausanne

1919. 7/7

(Hely)

(Idő)

(Köt. v. füz.)

(Oldal)

Osztályozás

Tárgy

383.138.5

Hely

Idő

"1919"

Személy

PARCELLEMENT

Le gouvernement hongrois, à l'instigation et à l'exemple de son chef, le ci-devant comte Carolyi, a décrété le partage des grands domaines et y procède avec méthode et suite. Les journaux mentionnent à peine le très gros événement qu'est cette révolution agraire. C'est tout juste si l'on sait, par « les Nouvelles hongroises », que les opérations sont précédées d'une cérémonie, probablement de caractère à la fois laïque et religieux, et qu'elles se passent dans le calme. Mais on ignore les conditions faites aux propriétaires dépossédés — s'ils le sont purement et simplement, s'ils sont indemnisés du total, ou si on leur laisse, soit un tantième, soit un lot défini en guise de poire pour la soif. Quant aux motifs qui ont déterminé le gouvernement, on est réduit aux suppositions. Supposons donc, en considérant les dangers auxquels l'Etat et la nation, et les avantages que l'un et l'autre peuvent attendre du partage.

En Hongrie, comme en d'autres pays d'Europe, l'arrêt du trafic, les mesures restrictives d'une part, les réquisitions de l'autre décrétées par le gouvernement ont eu pour conséquence la dissimulation par les campagnards de leurs récoltes et des denrées qu'ils possédaient. Les

paysans propriétaires et les fermiers ont porté celles-ci sur les marchés en quantités savamment dosées. Ils ont vendu aux prix forts, très forts, et se sont enrichis de tout ce dont ils ont appauvri les citadins. Budapest voit accourir de toute les parties de la Hongrie qui ne sont pas occupées par des armées étrangères des milliers de ruraux qui viennent y mener joyeuse vie. Un correspondant de la *Gazette de Francfort*, constatant que des pommes de terre et des betteraves à sucre valant des millions ont pourri faute de soins, affirme que la main-d'œuvre absente des champs faisait ripaille dans la capitale.

La bureaucratie hongroise était déjà réputée sous l'ancien régime pour sa pléthore. L'avènement de la république n'a fait qu'étendre la plaie. On a créé une foule de places et de fonctions dont les titulaires bénéficient d'appointements très élevés auxquels s'ajoutent des bonifications pour renchérissement.

Le nombre des soldats a diminué, c'est vrai ; seulement, une compagnie coûte à entretenir aujourd'hui plus qu'un régiment naguère : un milicien touche de 30 à 50 couronnes par jour, sans compter l'ordinaire et l'habillement.

Enfin les sans travail sont une armée formidable dont chaque unité reçoit un secours journalier de 15 couronnes pour les hommes, de 10 pour les femmes. Qui donc voudrait travailler quand il fait si

bon ne rien faire ?

Paysans oisifs, fonctionnaires inutiles, soldats exigeants, volontaires de la mendicité, autant de vampires de la fortune publique et de la richesse nationale : en trois mois depuis la cessation des hostilités, le nouveau régime a ajouté 5 milliards aux 36 milliards de dettes que la guerre avait coûtés à la Hongrie. Il était urgent d'éloigner les parasites, de fournir au gouvernement le moyen de mettre un terme au pillage des finances. Le partage des terres vise certainement, du moins pour une part, à désengorger la capitale des paysans qui y ont trop soulagé leur portemonnaie.

D'ailleurs le gouvernement avait à compter avec la menace du bolchévisme. L'enrichissement artificiel des uns, celui qui n'est pas le produit naturel du travail, a nécessairement pour contrepartie la raréfaction des moyens d'existence des autres. A la campagne comme à la ville, il se formait un prolétariat que sa condition misérable prédisposait à accueillir avec avidité la bonne nouvelle rapportée de Russie par les prisonniers contaminés de bolchévisme : ce qu'on n'a pas, on le prend, il suffit d'être les plus forts. Cette doctrine menaçait la campagne et la ville. La nécessité de parer à sa diffusion a sans doute été pour une part aussi dans la décision du gouvernement : la création de la petite

propriété s'imposait comme suprême mesure de salut.

Ces raisons d'ordre social suffiraient à expliquer la spoliation des latifondiaires et, en tout cas, à justifier leur expropriation. Mais on en discerne d'autres, de nature politique celles-là. N'est-ce pas à Nagy Varad que le gouvernement vient de faire procéder au parcellement et à la répartition des 5000 ha d'un domaine capitulaire ? Nagy Varad, Grosswardein en allemand et Oradia Mare en roumain, est une de ces immenses petites villes de la puszta hongroise, en bordure des derniers contreforts des monts transylvains, sur la limite aussi du parler magyar et du romanul. Lieu admirablement choisi pour

appater le Roumain de Transylvanie sollicité par son sentiment national à regarder vers la plaine valaque et les collines moldaves. Quelle tentation, pour le pauvre « sandale », — c'est le sobriquet hongrois du Roumain — de renier sa nationalité et la nation qui lui tend les bras, pour le lopin de terre que le gouvernement de Budapest payera son apostasie !

Il faut le reconnaître : vue sous cet angle, la décision du gouvernement Carolyi est plus qu'une mesure de défense, c'est une habile manœuvre offensive qui enveloppe dans une tentation commune les nationalités demeurées sur le pourtour de la plaine hongroise : Slovaques, Ruthènes, Roumains, Serbes, Croates, Slovènes et Allemands : on découpe le gâteau, mais n'y auront part que ceux qui consentiront à se déclarer Hongrois. Les voisins n'ont qu'un moyen de parer le coup, et c'est de promettre autant. Mais il faut faire vite, car un « tiens » garde toujours l'avantage sur un « tu l'auras. »

J.-El. D.

Budapest, 5 mars.

Le ministre du ravitaillement public Baloghy invite le ministre de la justice à ajouter à la loi contre les accapareurs un article prescrivant l'internement de tous ceux qui auront été convaincus d'accaparement et de spéculation frauduleuse sur des denrées alimentaires et ordonnant l'internement des mercantis et la fermeture de leurs magasins. Le ministre du ravitaillement espère par ce moyen enrayer la spéculation qui est devenue pour la Hongrie un véritable fléau public.